



RAPPORT D'ACTIVITÉ

de la direction
fédérale

2021 - 2025



SOMMAIRE

Légende

Résolution engagée 

Résolution partiellement engagée 

Résolution insuffisamment ou non engagée 

PRÉAMBULE

p 3

LES FINANCES

Contexte international p 4

Inflation et salaires p 4

Dette, justice fiscale p 5

Luttes contre les idées
d'extrême droite. p 5

LE TRAVAIL

Egalité Femmes-Hommes p 8

Développement du Numérique/Télétra-
vail /RTT semaine de 4 jours p 8

Action sociale p 9

Démocratie sociale/Négociations p 9

Élections professionnelles p 10

LA VIE SYNDICALE

Syndicalisation p 13

Droits syndicaux

discrimination syndicale p 13

Organisation fédérale dynamique p 14

PRÉAMBULE

La période 2021-2025 de ce mandat de la Direction Fédérale, s'inscrit dans un contexte national et international profondément marqué par des mutations économiques, sociales, politiques et environnementales. Entre crises sanitaires et économiques, tensions et guerres au niveau international, montée de l'extrême-droite partout dans le monde, recompositions et attaques politiques sans précédent, la Fédération s'est mobilisée sur de nombreux fronts.

Mandat évidemment marqué en France par la bataille des retraites, marquée par plusieurs journées de mobilisation, rassemblant des milliers de travailleurs et de travailleuses dans les rues, dans laquelle la fédération y a pris toute sa part, notamment sur les questions de financement. Tout comme sur la question de l'augmentation des salaires dans un contexte de très forte inflation.

En 2024, le président Macron prit la décision de dissoudre l'Assemblée nationale, avec le risque de voir l'extrême-droite arriver au pouvoir. L'unité des forces progressistes et la position de la CGT au soutien au programme du Nouveau Front Populaire pour faire barrage au Rassemblement National, auront permis de battre en brèche la stratégie d'Emmanuel Macron. Pour autant, les politiques austéritaires menées par les gouvernements Barnier et Bayrou continuent à aller à l'encontre des aspirations populaires, exprimées tant dans les urnes que dans la rue.

Dans ce contexte, la Fédération a été à l'impulsion de nombreux débats de fond et a outillé les militant.es de la Fédération (et au delà au niveau interprofessionnel) pour mener la bataille des idées.

Cette période est également marquée par un bouleversement des nombreuses organisations du travail dans notre champ professionnel, avec le développement massif du télétravail, la mise en place du flex-office, arrivée de l'intelligence artificielle... Mais aussi, en termes de démocratie sociale, une remise en cause de droits des militant.es syndicaux, la judiciarisation des activités syndicales et la mise en place difficile des Comités sociaux d'administration (CSA) et formations spécialisées (FS).

Les résultats aux élections professionnelles 2022 au Ministère ont largement impacté l'organisation de la fédération et d'une partie de ses syndicats. En perdant un siège au Comité Social Ministériel, les droits et moyens syndicaux ont été nettement réduits.

Force est de constater que le nombre de syndiqué.e.s de notre fédération, est en baisse constante ces dernières années. La diminution du nombre d'agent.es dans plusieurs administrations n'expliquent pas tout et malgré un travail sur la syndicalisation, les adhésions ne compensent pas les départs. Cette baisse impacte considérablement la vie syndicale et notre capacité de déploiement et mobilisation.

Ce rapport retrace bon nombre d'initiatives, de mobilisations et propositions déployées durant ces quatre années, témoignant d'un engagement collectif pour plus de justice fiscale, d'égalité, de défense des droits des travailleur·ses et de transformation du modèle économique et fiscal au service de l'intérêt général.

Il reprend également les actions pour améliorer la vie syndicale à l'intérieur de la Fédération.

Ce rapport d'activité, basé sur les résolutions du précédent congrès et des réalités quotidiennes de l'activité fédérale, se veut synthétique et accessible au plus grand nombre et a vocation à regarder la situation avec objectivité.

LES FINANCES

Contexte international

Durant le mandat, la situation internationale a été fortement marquée par la guerre : le conflit, toujours en cours, engagé par la Russie contre l'Ukraine en février 2022, celui qui se poursuit en Palestine, mais aussi des dizaines d'autres conflits armés dans le monde, avec des risques permanents d'embrasements. Cela nécessite donc une mobilisation accrue en faveur de la paix !

La raréfaction des ressources, les changements climatiques, les guerres pour l'eau sont des facteurs supplémentaires qui aggravent les tensions et les risques de conflits armés modifiant la géopolitique mondiale.

La fédération des Finances s'est exprimée à plusieurs reprises pour une paix juste, durable et respectueuse des libertés et du droit des peuples, car ce sont toujours les travailleur·ses et les peuples qui subissent les effets de la guerre.

Elle s'est inscrite pleinement dans les initiatives du « mouvement de la paix » et a travaillé pour dénoncer l'économie de guerre : nous avons assistés au retour du débat sur l'augmentation du budget militaire et le financement du secteur de l'armement.

Venant de responsables politiques qui refusent de taxer les plus riches, mettre en avant l'augmentation des dépenses d'armement n'est qu'un moyen de s'attaquer encore un peu plus à la Sécurité sociale et aux services publics.

L'utilisation de l'épargne populaire — Livret A et Livret de développement durable et solidaire — pour financer l'industrie de l'armement est également revenue à plusieurs reprises dans le débat. Proposition scandaleuse alors que la situation en matière de logement, notamment social est dramatique et nécessite de dégager d'urgence des moyens supplémentaires.

Inflation et salaires

Cette situation internationale a eu de nombreuses répercussions économiques : inflation massive, pénurie...

L'inflation a rogné le pouvoir d'achat plus particulièrement celui des personnes aux revenus modestes. Prix de l'énergie, des matières premières, et surtout une spéculation toujours avide d'exploiter les situations de tension, qui ont fait que les profits ont tiré les prix vers le haut.

Les salaires sont au centre d'un affrontement idéologique mené par le patronat.

Les expert·es libéraux·les, répètent inlassablement qu'il ne faut surtout pas de hausse pour sauvegarder les emplois et la compétitivité, et nous assènent cette contre-vérité alors que les indicateurs économiques montrent que nos entreprises souffrent surtout d'un manque d'investissement, d'une trop forte rémunération des actionnaires et des PDG. La puissante bataille idéologique libérale pour freiner les revendications salariales s'accompagnent d'une politique d'individualisation des salaires

et de la mise en place d'éléments de rémunération divers (prime, intéressement, actionnariat salarié, épargne salariale...).

La fédération des Finances s'est donc pleinement engagée dans la bataille pour l'augmentation des salaires et des pensions, notamment en appelant à la mobilisation et la grève sur ces revendications en 2022 et 2023 et avec de nombreuses publications pédagogiques et revendicatives.

Dettes, justice fiscale

Autres enjeux largement développés par la Fédération dans la période, celle de la dette et de justice fiscale.

Sur la dette publique, les poncifs, complaisamment distillés par les gouvernants et les médias dominants, relèvent plus des « fake-news » que de la réalité mais, en faisant de la dette un épouvantail, ils justifient l'austérité, le démantèlement de la protection sociale et la destruction des services publics. Elle doit être au contraire un outil, sous contrôle des citoyens, pour financer les besoins sociaux et préparer un avenir durable de justice sociale et de solidarité.

La hausse de la dette publique française s'explique principalement par la politique de l'offre menée sous Emmanuel Macron caractérisée par des baisses d'impôts bénéficiant principalement aux entreprises et aux ménages aisés.

C'est pourquoi, la Fédération a multiplié les travaux avec ses syndicats, la confédération pour revoir l'ensemble du système fiscal pour permettre le financement de politiques utiles à toutes et tous et pour rendre la contribution de chacun plus juste : 4 pages fiscalité, communiqués, travail sur les lois de finances

Luttes contre les idées d'extrême droite

Au quotidien, dans le cadre du travail comme dans la sphère privée, la bataille des idées est rude face aux mensonges et aux thèses conspirationnistes qui se développent dans un environnement de néolibéralisme violent et face à la main mise des réactionnaires dans de nombreux médias.

Les dernières élections en France ou à l'étranger ont vu l'extrême-droite progresser ou même arriver au pouvoir. La banalisation des idées d'extrême droite, y compris dans un objectif d'alliances politiques pour faire passer de nouvelles régressions sociales, est avérée.

C'est pourquoi la Fédération des Finances s'est engagée tout le mandat à faire de la lutte contre les idées d'extrême-droite une priorité : débat en direction fédérale, participation à la commission confédérale, mis à disposition de matériel, relais des initiatives confédérales, publications et dossiers du journal fédéral « Plus forts ensemble », et un travail renforcé au moment des législatives 2024, pour démasquer les impostures économiques et sociales de l'extrême-droite.

Il faudra poursuivre cet engagement, afin que nos analyses et propositions soient plus massivement prises en compte dans les syndicats et portées au plus près des salarié·es sur les lieux de travail.

Sur ces questions économiques et sociales, l'un des objectifs de la Fédération est bien d'outiller les militant·e.s de la CGT pour mener la bataille des idées et proposer pour transformer la société. Si de nombreux sujets ont été pris en charge, il reste toujours des débats et réflexions à mener ou approfondir.

->> Pour le désarmement et pour la paix

- Action en faveur du désarmement, de la paix, et de la solidarité internationale entre les peuples et leur rapprochement. ■
- ✓ *participation active au mouvement de la paix*
- Participation à toutes les actions sincères en faveur de la paix et du désarmement. ■
- ✓ *plusieurs expressions fédérales sur le sujet (communiqué, article journal...)*
- Dénonciation tout financement en faveur de la guerre, de l'OTAN et de toutes interventions impérialistes. ■
- ✓ *plusieurs expressions fédérales sur le sujet (communiqué, tribunes médiatique, dossier du journal...)*
- Dénonciation de toutes tentatives impérialistes de déstabilisation de nations souveraines. ■

->> Mettre la finance et l'Europe au service de l'intérêt général

- lutte contre tous les traités de libres échanges ; ■
- ✓ *expressions et/ou reprise de certaines expressions confédérales*
- ✗ *manque d'une analyse plus globale et de propositions*
- engagement contre la montée de l'extrême droite ; ■
- ✓ *campagne fédérale contre les idées d'extrême-droite (4 pages, dossier journal, expression fiscalité RN...), Débat DF, participation commission confédérale*
- ✓ *adhésion à VISA (Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes)*
- Inscription dans les luttes syndicales internationales ; ■
- ✓ *participation à des mobilisation européennes (manifestation Bruxelles)*
- ✗ *difficultés de mobilisation dans les luttes*
- Mobilisation en faveur des droits des migrants et migrante ■
- ✓ *rédaction brochure économie et migrations, participation à la commission confédérale*

->> Répondre aux enjeux environnementaux ■

- ✗ *trop peu d'initiatives, malgré quelques expressions sur cette thématique*

->> Place et rôle de l'Etat

- Opposition aux fermetures de services et à la mise en place des Établissements France Service ; ■
- ✓ *participation aux initiatives locales organisées par Finances Publiques*
- Action pour défendre nos missions de service public, pour des services de pleine compétence et une cartographie adaptée aux besoins des usagers ; ■
- ✓ *participation à l'initiative réouvertures des services publics le 9 avril 2024 devant le Sénat*
- lancement d'une grande réflexion sur la reconquête territoriale, le maintien et le renforcement des services de pleine compétence sur l'ensemble du territoire ; ■
- ✗ *manque de temps et moyens pour développer cette résolution et absence de débats approfondis pour*

mener la réflexion

->> Pour un crédit sélectif orienté vers le progrès social ■

- >> Pour une nouvelle politique monétaire ■

☒ *webinaire sur la dette ainsi que différentes publications et articles*

->> Pour une justice fiscale

- Travail pour une réforme de la fiscalité juste socialement et efficace économiquement. ■
- ☒ *plusieurs documents et expressions sur la fiscalité : 4 pages, dossier journal, communiqués...*
- ☒ *participation à plusieurs débats, auditions parlementaires,*
- ☒ *travail avec la confédération, le pôle éco. sur les aspects budgétaires, projet de loi de Finances et conférences de presse ; réalisation des dossiers de la VO impôts.*
- Opposition au Prélèvement à la Source. ■
- débat sur la notion de foyer fiscal. ■
- ☒ *manque de temps et moyens pour développer cette résolution*
- Impulsion d'une réflexion sur la notion de gratuité des services publics. ■
- ☒ *manque de temps et moyens pour développer cette résolution*
- développement de propositions concrètes pour lutter efficacement contre l'évasion fiscale. ■

Autres points : travail sur la fiscalité des collectivités locales (échanges avec des élu.e.s au conseil de Paris)

->> Contrôles, enquêtes, inspections

☒ *Travail en commun avec les syndicats sur le laboratoire commun CCRF-Douanes, le contrôle fiscal, le contrôle douanier...*

->> La statistique publique

☒ *participation à une campagne commune FD/Syndicat INSEE contre l'intégration du pays d'origine des parents dans le recensement.*

->> Évaluation des politiques publiques

☒ *manque de temps et moyens pour développer cette résolution ; pas de prise en charge collective.*

LE TRAVAIL

Egalité Femmes-Hommes

L'égalité femmes hommes continue d'être un axe majeur de l'activité revendicative de la Fédération. Le premier grand chantier dans lequel s'est particulièrement investie la fédération est celui de l'égalité professionnelle. Une des plus grandes discriminations envers les femmes est celle sur leurs salaires, ce qui évidemment se ressentira sur leurs pensions et/ou retraites.

Dans nos ministères économiques et financiers à Bercy et dans nos établissements du secteur semi-public, nous sommes loin du compte en matière d'égalité entre les femmes et les hommes. Et l'arbre de la communication de nos directions générales ne saurait cacher la forêt des besoins concrets encore insatisfaits.

La Fédération s'empare donc de toutes les occasions (mobilisations, négociations...) pour revendiquer l'égalité concrète entre les femmes et les hommes, sur les salaires et les retraites, sur les déroulements de carrières et l'accès aux responsabilités, sur la santé des femmes, sur la lutte contre les violences sexistes et sexuelles, sur la conquête du temps libre.

Développement du Numérique / Télétravail / RIT semaine de 4 jours

L'ampleur qu'ont pris le digital, le numérique et le travail à distance est inédite.

Outre les impacts environnementaux, à prendre en compte avec la multiplication de data-centers très énergivores et le déploiement de la 5G, les questions de santé au travail restent patentées : équipements de bureau, matériels adaptés et droit à la déconnexion, notamment, sont des questions cruciales.

En 2022, ChatGPT, agent conversationnel basé sur l'intelligence artificielle, a constitué la première vague d'un tsunami de l'intelligence artificielle pour la société et le monde du travail. La Fédération a souvent évoqué les problématiques sociales, économiques, éthiques, juridiques ou environnementales du numérique. Des droits restent donc à gagner dans ce domaine et le travail syndical est à poursuivre sur la place et rôle du numérique dans tous ses aspects, (évaluation de ses impacts sociaux et environnementaux, cadrage social du déploiement de l'IA dans les entreprises et le service public) pour qu'il soit au service de l'humain·e.

Au sortir de la crise du covid19, l'organisation du travail et du temps de travail est irrémédiablement impactée par le télétravail. Le temps de travail des salarié.es, dépasse largement les 35 heures légales en France. Selon une étude de l'INSEE de 2023, la durée habituelle hebdomadaire du travail déclarée par les personnes de 15 ans ou plus en emploi est de de 36,2 heures pour l'ensemble des salariés en 2022.

Le télétravail, tout en offrant plus d'autonomie, contribue à brouiller les frontières entre vie professionnelle et privée. Pourtant, beaucoup de salarié.es aspirent à une meilleure articulation entre ces deux sphères.

Face à cette situation, la Fédération s'est pleinement investie dans les campagnes revendicatives confédérales et de l'UGICT pour la réduction du temps de travail à 32h. Elle s'est exprimée aussi sur les expérimentations ministérielles de semaine en 4 jours.

Action sociale

Aujourd'hui, les agents des finances sont confrontés à de plus en plus de difficultés pour se loger, pour se restaurer, pour faire garder leurs enfants ou pour partir en vacances.

L'Etat employeur ne répond que très partiellement aux besoins des agents dont il a la responsabilité. Pour la CGT, la gestion des activités sociales, culturelles et sportives doit être un choix opéré par les représentants des personnels après consultation de ces derniers comme ce qui existe dans le semi-public par le biais des comités sociaux et économiques (CSE).

A Bercy, nous en sommes très loin puisque cette gestion est déléguée à des associations sous tutelle du secrétariat général.

Reprenons la main sur nos activités sociales, culturelles et sportives qui doivent participer à l'élargissement des connaissances et à un meilleur épanouissement personnel ainsi qu'à l'amélioration des conditions de vie et de travail.

La fédération porte haut et fort ses revendications en la matière ,à travers sa participation aux instances, de nombreuses publications et expressions (comme la brochure « action sociale »), de sessions de formation syndicale dans les régions...

Démocratie sociale / Négociations

La mise en place des comités sociaux et économiques (CSE), des Comités Sociaux administration, la réduction du nombre de CAP, a eu un impact sur notre activité revendicative. En effet, les employeurs ont tout intérêt à éloigner les organisations syndicales de la réalité du terrain, en réduisant le nombre de représentant.es des personnel et de droits syndicaux, en poussant à une professionnalisation néfaste pour le syndicalisme.

La Fédération s'est engagée fortement dans la mise en place des nouvelles instances pour gagner de nouveaux droits.

En parallèle, les négociations collectives peuvent prendre une place de plus en plus importante. Son caractère très récent dans la fonction publique interroge souvent les équipes militantes. D'autant plus, qu'elles se tiennent souvent dans un cadre budgétaire réduit et peuvent apparaître comme un simple exercice de communication pour les employeurs.

Mais elles restent un moyen de faire avancer les revendications et de construire des mobilisations revendicatives et de consultation des salarié.es.

La négociation collective est au cœur de notre mission syndicale et les questions qu'elle nous pose méritent une plus grande place dans nos réflexions à tous les niveaux.

La fédération continuera à s'emparer de tous les négociations avec une démarche constructive ouverte et démocratique comme elle l'a fait sur les dernières négociations ministérielles handicap, Protection Sociale Complémentaire, Égalité F/H

Élections professionnelles

Les élections professionnelles sont une bataille revendicative et une lutte à part entière.

L'audience électorale est un indicateur du rapport de force. Aussi, le travail et les initiatives pour reconquérir l'audience électorale de la CGT dans le champ de la fédération, doivent être une priorité. Il s'agit de travailler au plus près des réalités et des besoins de chaque syndicat. Impulser, mutualiser, renforcer l'organisation : voilà les axes essentiels retenus dans ce mandat.

Les résultats au cours de ce mandat placent une nouvelle fois la CGT deuxième organisation au ministère des finances et actent, globalement, une perte d'influence de la CGT au ministère comme dans les établissements semi-publics. Cependant, de bons résultats électoraux sont très encourageants dans le semi-public, comme par exemple à la Banque de France, la Monnaie de Paris, BPI France, CNP assurances, ANCV.

La reconquête électorale doit faire l'objet d'une stratégie à part entière pour le prochain mandat.

->> Le travail en pleine mutation

- Réponses aux situations individuelles impactant les champs fédéraux et l'activité des instances fédérales et inter-directionnelles locales. ■

✓ *défense de dossiers et situations individuelles discriminatoires avec plusieurs succès*

- Réunion annuelle d'échange des expériences de transformation du travail en cours. ■
manque de temps et moyens pour développer cette résolution ; manque de disponibilité.

- Intervention pour que tout projet de réorganisation soit examiné et discuté dans les instances CT et CHSCT, CSA en formation santé, sécurité et conditions de travail, en amont de sa mise en œuvre et mise en œuvre des recommandations des représentant.es des personnels. ■

✓ *interventions pour actualisation note événement grave, guide de prise en compte des conditions de travail dans un projet, et guide anact sur démocratie sociale et professionnelle*

->> Pour l'égalité Femmes/Hommes

- Axe fort d'engagement fédéral. ■

✓ *participation collectif femmes mixité ; plusieurs expressions fédérales,*

- Intégration de cette dimension de notre combat syndical et cette revendication dans toutes les formations et fera cette proposition à toutes les organisations de la CGT. ■

- Action au sein de ses instances contre toute forme de violences sexuelles et sexistes. ■

✓ *Formation de la DF sur les VSS*

✓ forte implication dans la rédaction charte confédérale

- mise en œuvre formation syndicale contre les violences pour les militant·e·s et syndiqué·e·s

->> 32h par semaine, des emplois statutaires qualifiés et bien rémunérés !

- Campagne RTT pour les salariés de notre champ en s'appuyant sur notre corpus revendicatif, tout en s'inscrivant dans la campagne confédérale pour les 32 heures.
- Campagne pour la création d'emplois statutaires et un vrai plan de qualifications

✓ Plusieurs expressions et interventions fédérales

✗ mais pas de véritable campagne sur ce sujet

- Inscription bataille sur le pouvoir d'achat.

->> Agir contre les risques du travail

- Défense résolue du droit de grève contre toutes les formes d'entrave ;

✓ point juridique sur victoire du recours en droit européen sur prélèvement du 1/30ème et élaboration d'actions à engager en lien avec UFSE DF du 4 juillet 2023

- Interrogation des militants pour avoir connaissance des cas concrets de discrimination et interviendra avec les syndicats concernés.

✓ un questionnaire sur les parcours militants a été réalisé, donnant lieu à un travail de suivi avec les syndicats et un travail revendicatif

- revendications des moyens nécessaires pour les militants et élus, une charte de l' élu et mandaté et exigera la réunion d'instances sur le dossier de la criminalisation syndicale ;

✓ rédaction d'un plate-forme revendicative sur les parcours militants/discriminations

✓ demande de la CGT d'un groupe de travail ministériel sur ce sujet

- Application de la loi de 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes en situation de handicap.

✓ signature d'un accord handicap au niveau ministériel ; réalisation d'une brochure fédérale handicap

- Soutien et structuration d'une grève de 8 mois au sein de la Banque de France qui a mis en échec le projet de suppression de 25% des imprimeurs à l'imprimerie de la Banque de France

- Condamnation de la direction de la Banque de France suite à un procès intenté par la CGT relatif à la non application de l'obligation de reclassement pour les agents déclarés partiellement inapte au travail du fait de leurs activités sur machine.

->> Télétravail : gagner de nouveaux droits

- Négociation pour un véritable accord ministériel qui encadre les pratiques du télétravail et protège les télétravailleurs.

✓ une négociation s'est tenue au ministère; la fédération y a porté ses revendications et obtenu des avancées

✗ l'accord ne disposait pas de garanties suffisantes obligeant la CGT à ne pas le signer

->> Démocratie sociale au travail

☒ Construction d'outils et interventions sur démocratie sociale et professionnelle dans le cadre du projet avec l'ANACT

Autres points : Élections professionnelles

- ☒ aide et mutualisation pour préparer les élections dans tout le champ de la fédération
- ☒ bonne progression dans quelques secteurs
- ☒ résultats en baisse notamment au niveau ministériel : difficultés de faire un bilan complet de ces résultats

->> Pour la défense et la reconquête de la sécurité sociale : un enjeux du 21ème siècle !

Autres points :

- ☒ Travail mené sur l'accord PSC 17 réunions de négociations PSC/Bercy ainsi que participation aux commissions paritaires de pilotages et de suivi (CPPS)
- ☒ Réalisation d'un guide PSC
- ☒ Information dans les régions sur demande des camarades ou lors des AG
- ☒ Travail mené sur l'Action Sociale : participation aux instances ministérielles, travail revendicatif, réalisation, mise à jour et diffusion du guide "action sociale", réalisation de formations régionales...
- ☒ Participation à la commission confédérale ASC, à l'élaboration du module ASC et EDS et participation au bureau de l'ANCAV-SC

LA VIE SYNDICALE

Syndicalisation

Dans la mise en œuvre de nos résolutions du précédent congrès, faisant de la syndicalisation une priorité, la Fédération a lancé début 2024 une campagne de syndicalisation avec un plan de travail, matériel de communication sur la syndicalisation (affiches, flyers, carte de contact...), ciblage...Le livret d'accueil des nouveaux adhérent.es a été mis à jour pour permettre de découvrir les éléments de connaissance générale sur la CGT et la Fédération (ses valeurs, son organisation, la formation, des contacts, etc.) Cependant, difficile de réaliser un bilan précis, même si les adhésions en ligne sur le site de la Fédération ont progressé.

Mais le constat est assez claire sur le lien entre une campagne revendicative réussie (Salaires, mobilisation retraites...ou campagne locale) et le niveau d'adhésion.

De plus, aller à la conquête de nouvelles forces ne veut pas dire délaisser les syndicats qui n'ont encore rien réglé à CoGÉTise, ni ne pas travailler sur les démissions et la continuité syndicale au moment de la retraite.

Droits syndicaux/ discrimination syndicale

La fédération a mis en œuvre un certain nombre de décisions sur les droits et moyens syndicaux. Dans un contexte de remise en cause des droits, de baisse de moyens, la direction a travaillé sur la transparence des droits disponibles. Cela a débouché sur la mise en place pour le syndicats de Bercy d'une clé de répartition (tenant des résultats électoraux, du nombre d'agents et d'adhérent.es).

Il convient de poursuivre le travail pour utiliser tous les moyens disponibles, ne plus en restituer aux directions et mener une campagne de conquête de nouveaux droits.

La fédération a également engagé un travail sur l'amélioration des parcours militants et l'exercice du droit syndical. Elle a multiplié les échanges en direction fédérale, avec la confédération, avec les militant.es via un questionnaire en ligne. Elle a décidé d'être à l'offensive, pour gagner de nouveaux droits et améliorer la qualité de vie syndicale.

Aujourd'hui, les constats sont clairs sur les difficultés de l'engagement syndical et les conséquences en matière de déroulement de carrière.

De nombreuses situations relèvent de la discriminations syndicales. La Fédération a soutenu des militant.es de la CGT victimes de discrimination syndicale, plus particulièrement celles et ceux appartenant au champ de la fédération.

Il est impératif de poursuivre cette démarche pour l'engagement syndical ne soit plus vécu comme un risque professionnel.

Organisation fédérale dynamique

La direction fédérale est l'organisme dirigeant de la Fédération et est organisée autour de 3 piliers afin de garantir une meilleure interaction entre les syndicats et la Direction fédérale et assurer une vie fédérale plus déconcentrée et dynamique.

Pour ce faire, la Direction fédérale a également mis en place dans ce mandat, des collectifs de travail, de réflexions et de propositions. Elle a instauré des directions fédérales préparatoires avant chaque CCN.

Un objectif en matière de vie syndicale a été de favoriser l'implication de tous et toutes pour construire collectivement une démarche fédérale plus partagée. Objectif parfois difficile à atteindre quand les calendriers militants sont chargés ou les contraintes professionnelles trop fortes.

L'amélioration de la qualité de vie syndicale devra rester une priorité pour une organisation toujours plus efficace.

->> Faire vivre le syndicalisme dans toutes ses composantes ■■

✓ *Participation de la fédération aux travaux confédéraux, liens et travail commun avec les autres fédérations...*

✓ *Rôle de la fédération dans le 53ème congrès confédéral + participation accrue de camarades de la fédération à la CEC et au BC*

->> Remettre en place une véritable action internationale au plan fédéral ■■

✗ *Manque de temps et moyens pour développer cette résolution ; seules quelques initiatives et rencontres ponctuelles ont pu être mises en œuvre*

->> Relations intersyndicales et avec le mouvement social

- Engagement pour le rassemblement du syndicalisme sur la base des revendications.

✓ *Impulsion de plusieurs réunions interfédérales, contacts réguliers*

✗ *Difficultés de fonctionnement de l'interfédérale, rôle moteur difficile lorsque l'on est 2ème OS. Peu d'initiatives dans le champ ministériel.*

- Proposition de coopérations renforcées avec le mouvement associatif et les partis politiques progressistes partageant nos valeurs. ■■

->> Une fédération attentive à la qualité de vie syndicale

- Priorité à la syndicalisation. ■■

✗ *campagne de syndicalisation, mutualisation, travail avec l'UFR sur la continuité syndicale*

- Gestion transparente des droits syndicaux ministériels.

✓ *Mise en place d'une clé de répartition de droits syndicaux ministériels, création d'un collectif fédéral, nombreux échanges en DF*

✗ *Difficulté à effectuer un suivi régulier et précis de l'utilisation des droits syndicaux*

- Soutien aux militant.es de la CGT victimes de discrimination syndicale, ■■

✓ Participation et initiative dans le champ de la fédération (Myriam Lebdiri, José Navarro, camarade délégué Monnaie de Paris, à l'Agence Française de Développement...)

- Transmission des états Cogétise ■

✓ Envoi régulier des éléments fédéraux COGETISE (FNI/Timbres)

- Répartition des droits syndicaux équilibrés entre syndicats, interpro, en privilégiant un syndicalisme de terrain.

✓ Mise en place d'une clé de répartition de droits syndicaux ministériels tenant compte du nombre de syndiqués, d'agents et des résultats aux élections professionnelles

->> Pas de prise de responsabilité syndicale efficace sans la formation syndicale adéquate

- Mise à disposition des syndicats un plan de formation fédéral. ■

✓ Mise en place d'un plan fédéral annuel de formation

✓ Construction module confédéral CSA et module FS

✗ Difficultés et retards dans le déploiement des stages CSA et FS

- Elle poursuivra la mise en place en lien avec les syndicats de ses formations propres. ■

✓ Propositions et mutualisation de formations fédérales

✗ Difficultés à trouver des formateurs

- Réunion des responsables à la formation syndicale des syndicats ■

- Formation de la nouvelle direction fédérale ■

✓ Formation VSS

✗ Pas de formation « direction syndicale »

->> Développer une activité spécifique « Cadres »

- Mise en œuvre un collectif de travail Ufict avec élaboration un plan de travail annuel. ■

✓ Réunion régulière d'un collectif pour travailler sur les enjeux "cadres aux Finances"

- Sur les questions du management et des missions, s'appuyer sur le travail de l'UGICT. ■

✓ Relais de plusieurs travaux, publications ; participation plus régulières aux instances, initiatives de l'UGICT

- Proposition de formations syndicales de l'UGICT. ■

->> Continuer et améliorer notre activité juridique fédérale

- Validation d'une ligne budgétaire chaque année dans le cadre de la convention avec le cabinet d'avocats. ■

✓ Validation d'un montant annuel et aide aux syndicats

✗ Difficultés de mise en place d'une démarche claire et cohérente pour l'ensemble de la fédération en matière juridique

✗ Non-fonctionnement du collectif juridique

->> La communication

✓ Communication appréciée notamment dans les écoles (guide, brochure)

✓ Expression tout agent Bercy régulière

- ✓ Développement de vidéos, webinaires
- ✓ Mutualisation et aide pour les syndicats
- ✓ Nouvelle formule des magazines « Plus Ensemble » et « Vie Nouvelle Finances » avec travail en commun avec l'UFR
- ✗ Présence insuffisante dans les médias et sur les réseaux sociaux

->> Une politique financière conforme aux orientations que nous votons

- Syndicalisation : impulser une nouvelle campagne fédérale de syndicalisation. ■
- ✓ Réalisation d'une campagne de syndicalisation fédérale en 2024 (affiches, flyers, goodies, appui pour les syndicats...)
- Contribuer à la mise en application du 1% pour la cotisation syndicale ■
- ✓ Impulsion lors des réunions de trésorier.es
- Former les trésoriers des syndicats qui en éprouvent le besoin. ■
- ✓ Formation et réunions des trésoriers organisées
- ✓ Participation au travail confédéral sur la version 2 du CoGitel
- ✓ Participation au comité de gestion CoGeTise

->> Une organisation fédérale dynamique

Autres points :

- ✗ Difficultés et insatisfactions sur le fonctionnement de la Direction Fédérale, participation et implication faible pour certains membres de la DF
- ✓ Réflexions menées sur les besoins et rôles des membres de la Direction Fédérale, création d'une feuille de route en Janvier 2023.
- ✓ Mise en place de collectifs fédéraux avec points réguliers en DF (y compris avec création/suppression/fusion de collectifs)
- ✗ Pilotages difficiles et implication irrégulière des camarades dans les collectifs

CONCLUSIONS

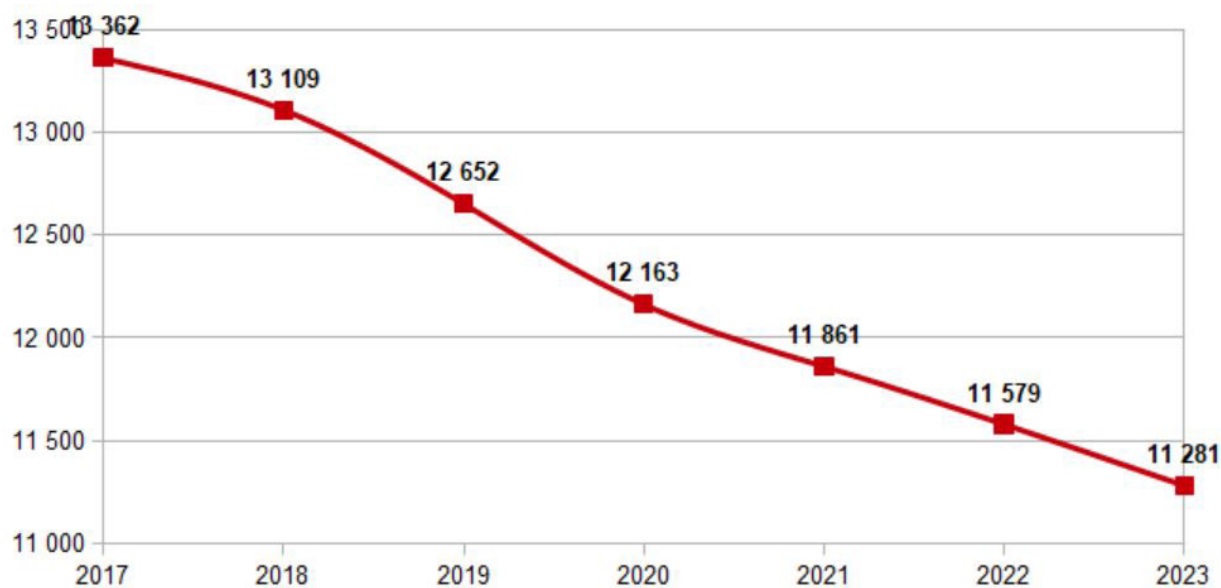
Ce mandat 2021-2025 a permis de réaffirmer l'importance du travail fédéral pour les agent.es et salarié.es du champ, les syndicats mais aussi pour toute la CGT. Ce travail doit être poursuivi, approfondi sur certaines thématiques, en le rendant facilement accessible au plus grand nombre.

Il a également été marqué par un certains nombres d'évolutions dans le fonctionnement de la fédération (réduction de droits et moyens syndicaux, création de collectifs de travail fédéraux, organisation de webinaires...).

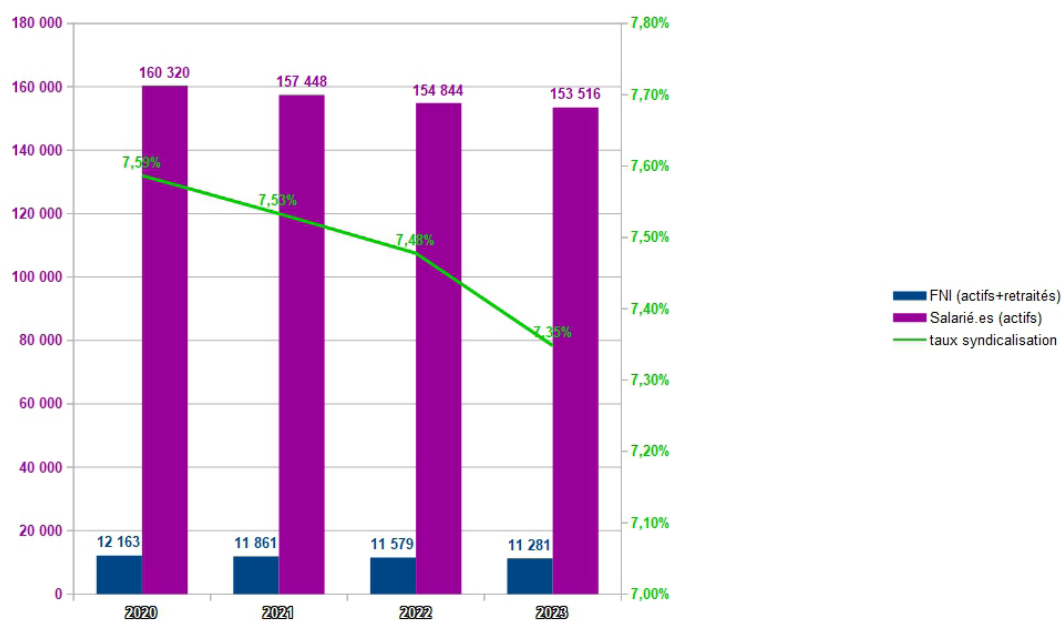
Toutefois, les difficultés de renouvellement militant et d'implication des syndiqué.es sont réelles. La baisse du nombre de syndiqué.e.s est constante ces dernières années. Il conviendrait donc de renforcer les efforts en matière de syndicalisation et pour lever les freins à l'activité syndicale.

ANNEXE

Evolution nombre d'adhérent.e de la Fédération

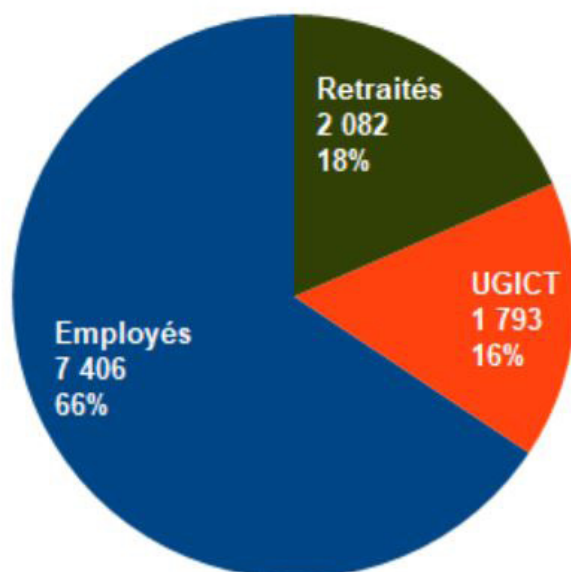


Evolution taux de syndicalisation



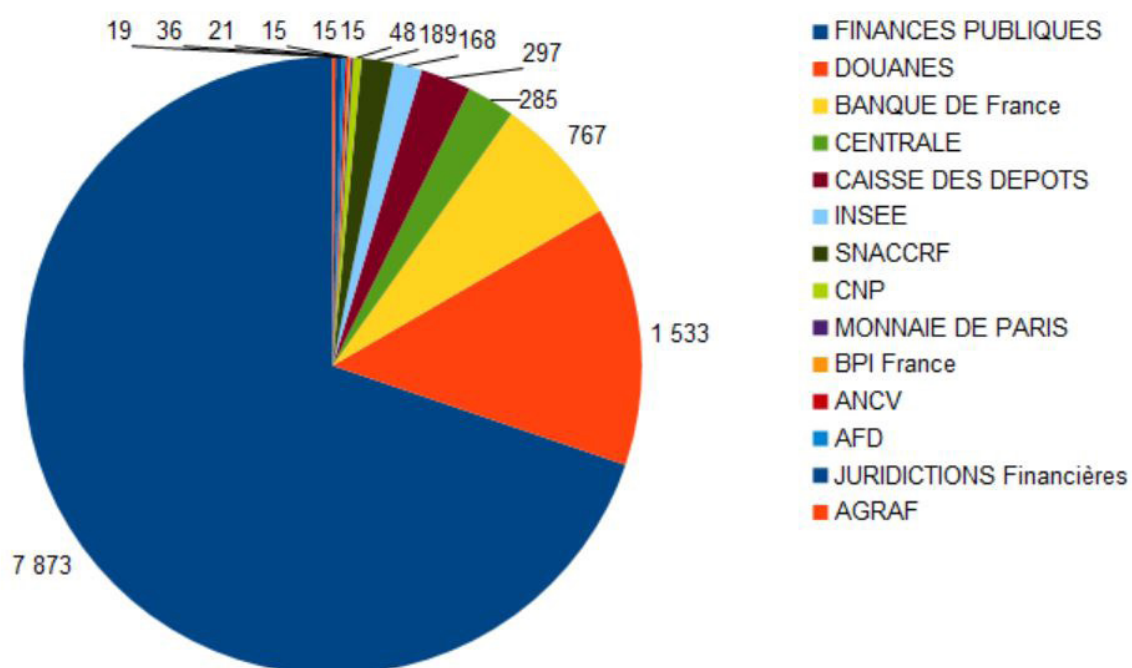
Répartition des adhérent.es 2023

par catégorie



Répartition des adhérent.es 2023

par syndicat



NOTES

[illegible]



ENSEMBLE

GAGNONS

LE MEILLEUR

